

Communiqué de l'AG des personnels de l'Université Sorbonne Nouvelle réunie le mardi 6 octobre 2026

Hier, lundi 5 octobre, le Président de l'Université Sorbonne Nouvelle, Daniel Mouchard-Zay, a choisi de faire appel aux "forces de l'ordre" afin de faire évacuer le campus Nation, au sein duquel s'organisait la mobilisation étudiante à la suite de l'Assemblée générale du Collectif Antifasciste (étudiant·e·s et personnels). Cette rupture de la franchise universitaire a été suivie d'un déferlement de violence de la part de la BRAV-L (compagnie de police dédiée aux interventions dites "difficiles") envers les étudiant·e·s et les personnels. Les personnels, réunis en une Assemblée générale de plus de 240 collègues, aujourd'hui mardi 6 octobre, ont échangé sur les événements de la veille. Ce communiqué émane de l'AG et a été rédigé collectivement.

Tout d'abord, nous, personnels titulaires, contractuels, vacataires, administratifs, bibliothécaires, enseignant·e·s et enseignant·e·s-chercheur·e·s, affirmons notre **soutien total aux étudiant·e·s** qui ont eu à subir cette décision de la Présidence, et leur assurons notre volonté de leur garantir des conditions d'études et de mobilisation, sans violence, au sein de leur université.

Compte tenu du caractère non violent et tranquille de la tentative d'occupation du site Nation, nous pensions sincèrement que la présidence n'appellerait pas les forces de l'ordre. Nous nous sommes trompé·e·s et nous présentons nos excuses aux étudiant·e·s, que nous pensions (en toute bonne foi) rassurer en leur garantissant que la police n'allait pas entrer au sein de l'établissement. La Présidence a trompé notre confiance en bafouant un principe essentiel de la liberté académique, la franchise universitaire, et nous-mêmes en avons été sidéré·e·s. Nous espérons que nous saurons renouer un lien de confiance entre vous et nous. Vous pouvez compter sur notre soutien.

Pour toutes les étudiant·e·s, nous demandons :

- une communication étendue et un accès à un soutien psychologique pour toutes celles et ceux qui en ressentiraient le besoin ;
- l'ouverture d'espaces de discussion - y compris au sein de l'université - pour revenir collectivement sur les événements et réfléchir à la suite.

Il nous est apparu très clairement qu'une **limite a été franchie hier**, dans un contexte politique de fascisation généralisée. **Nous refusons de nous taire et d'entériner ce genre de pratiques répressives au sein même d'une université, lieu de savoirs et de transmission, de formation de l'esprit critique, de débat, de politisation des conflits sociaux, et non de violence brute comme le pratiquent les forces de l'ordre.**

Dans ce contexte de répression systématique et brutale, de réduction accélérée de nos libertés démocratiques et de nos droits de mobilisation collective et d'organisation, où les universités et les lycées font partie des derniers remparts à la généralisation d'un discours d'extrême droite, **la décision prise par notre président Daniel Mouchard-Zay de faire pénétrer des dizaines de CRS dans l'enceinte de la Sorbonne Nouvelle nous révolte et déshonore notre service public d'enseignement et de formation à la citoyenneté.**

Au fil des nombreux témoignages partagés lors de l'assemblée générale, nous avons constaté que nous partagions des émotions communes : **honte, dégoût, colère, mais aussi peur**. Ces sentiments ont été renforcés par le communiqué du Président du 5 octobre à 20:04. Comment tolérer que l'on nous parle "d'émotion légitime", sans mentionner les violences policières permises au sein du campus contre les personnels et les étudiant·e·s ? Comment tolérer que dans notre université, la Présidence même fasse naître un récit alternatif et mensonger ?

Rappelons les faits :

- **Il n'y a jamais eu des "centaines de personnes extérieures"** : il s'agit là d'une totale affabulation dont nous ne comprenons pas l'origine. Une vingtaine de représentant.e.s des lycées mobilisés des alentours (Hélène Boucher, Arago, Paul Valéry) et trois ou quatre étudiant·e·s de l'école Boule (aujourd'hui occupée) ont été invités par l'AG (après un vote) à nous rejoindre pour témoigner de leur mobilisation et de la répression brutale subie les jours précédents.
- **Le début d'occupation (1 heure à peine) qui a suivi l'AG était très calme**, les étudiant·e·s réparti·e·s en différents pôles, dont une formation anti-répression.
- Des étudiant·e·s présent·e·s dans le hall ont vu arriver avenue de Saint Mandé un **camion de CRS**. Ils ont alors **exprimé une inquiétude légitime** et ont discuté d'une tentative de blocage. Les débats restaient sans violence, avec un niveau sonore limité à un mégaphone. Des chaises et tables (financés, rappelons-le, par les étudiant.e.s eux-mêmes, par le fond CVEC) ont été déplacés, sans être abîmés. À la suite d'interventions de représentants syndicaux des personnels et des étudiant·e·s visant à rassurer sur le fait que la Présidence de l'USN n'avait jamais fait et ne ferait jamais appel aux forces de l'ordre sur le campus, cette tentative de blocage a pris fin et les discussions ont repris. Le directeur de cabinet du président, présent à ce moment-là, a été interpellé poliment par le collectif étudiant Le Poing Levé : "Nous garantisiez-vous que vous n'appellerez pas la police pour l'autoriser à pénétrer le campus ?". Absence de réponse, ce que l'on comprend maintenant aisément.
- **Lorsque les "forces de l'ordre" ont pénétré dans l'enceinte du bâtiment par la porte principale, ils ont jeté avec violence les tables et les chaises** disposées de sorte à bloquer l'entrée. L'objectif semblait être de dégager l'entrée, mais était-il nécessaire de lancer ainsi le mobilier de notre université, prenant le risque de l'endommager et de blesser les personnes qui se trouvaient devant ? Les dommages matériels sont entièrement imputables à l'intervention policière, et non aux étudiant·e·s. Nous en avons toutes les preuves (photos et vidéos).
- **Les forces de police ont fait irruption dans le bâtiment vers 15h45**, alors que jusqu'ici aucune situation dangereuse n'était à signaler. Considérer le blocage et l'occupation pacifique comme de bonnes raisons de faire intervenir les forces de police à l'encontre de ses étudiant·e·s et personnels, à l'inverse d'autres gouvernances d'universités ou d'établissements du supérieur qui les soutiennent et les protègent, se situe selon nous à l'encontre de la conception de ce qu'a été, et de ce que doit être une université dans la cité.

À partir de la pénétration des forces de l'ordre dans l'enceinte de notre université :

- Nous avons collectivement assisté à un **refus total de dialogue**, de la part des agents de la BRAV-L comme des personnels de la gouvernance.
- Nous avons été **témoins ou victimes directes de nombreuses violences policières** : coups de boucliers ou de matraques, nasses, gaz lacrymogène. Pendant la nasse (étrange technique pour évacuer un lieu, n'est-ce pas ?), les policiers nous regardaient goguenards. Beaucoup étaient cagoulés / masqués, sans RIO visibles. L'un d'eux au moins portait un symbole néo-nazi, une croix de fer - drôle de façon de chercher à assurer la sécurité de ses personnels et étudiant·e·s.
- Au moment de l'évacuation, les policiers ont rapidement resserré la nasse pour nous éjecter en poussant vers les portillons automatiques, ont tiré violemment des étudiant·e·s , et les ont trainé·e·s au sol pour certain·e·s. **Au bas de ce communiqué, vous trouverez un appel à témoignages pour nous faire part des violences vues ou subies pendant toute la durée de l'occupation de l'Université et de ses alentours par les forces de police (même si vous avez déjà partagé votre récit en AG).**

Nous avons collectivement constaté :

- Une **mise en danger des personnels et des étudiant·e·s**. Au vu des actualités et de la politique en cours de "maintien de l'ordre", il était impossible d'ignorer qu'une intervention policière donnerait lieu à de nombreuses violences totalement disproportionnées et injustifiées.
- Une **gestion calamiteuse de la situation dans son ensemble**, accentuant cette mise en danger. Nous n'avons pas été prévenu·e·s de l'intrusion des forces de police sur le campus, ni par mail, ni par la voie hiérarchique, ni d'aucune façon si ce n'est en le constatant nous-mêmes. La **question de l'évacuation a été plus déplorable** encore si c'est possible : aucune consigne, aucune personne désignée pour vérifier la bonne évacuation des bureaux et des salles - certaines, dont des amphis où il se tenait simplement cours, ayant été évacuées par la BRAV-L elle-même. Aucun membre de la gouvernance présent sur place n'a pris la peine d'aider les collègues à vider les étages et à diriger les personnels vers la seule sortie ouverte, de s'enquérir du bon déroulement de l'opération ou de nous conseiller sur la marche à suivre. De nombreux collègues se sont ainsi retrouvés nassé·e·s au sortir d'un ascenseur. Nous avons dû mener l'évacuation de l'université par nos propres moyens, dans une situation de stress extrême, le tout, encore une fois, alors qu'aucune menace ne pesait sur nous avant l'arrivée de la police.
- **L'état d'anxiété très important de nos étudiant·e·s** : pleurs, crises d'angoisse, interdiction d'accès aux ascenseurs en cas de situation de handicap. Beaucoup d'étudiant·e·s pleuraient, tremblaient, ne comprenant pas ce qui se passait. Et n'ayant aucune information, nous aurions été bien en peine de leur expliquer. Ce sont encore une fois les collègues, et jamais un membre de l'équipe présidentielle, qui ont dû surmonter leur propre état de stress pour rassurer les étudiant·e·s. Se prétendre "université inclusive", notamment en ce qui concerne les troubles

psychiques, et faire vivre volontairement de telles violences à ses propres étudiant·e·s relève de l'inconscience.

En conséquence de tout cela, **nous exigeons** - il s'agit là d'un vote majoritaire de l'AG rassemblée ce jour :

1. La **prise de responsabilité pleine et entière de la Présidence et de l'équipe présidentielle**, et, au vu des éléments établis ci-dessus, **la démission du Président, du cabinet (Direction de cabinet, Assistant de la direction du cabinet, Directeur Général des Services, Directrices Générales des Services Adjoints), et de l'intégralité de l'équipe de la gouvernance (vice-présidences).**
Nous vous considérons pleinement responsables des violences commises sur les personnels et les étudiant·e·s, et de la gestion catastrophique des suites de votre décision, que les personnels ont dû assumer seuls tout au long de l'après-midi. Rappelons que le Président n'était pas présent lors de sa décision d'appeler les forces de police, et ne s'est ni déplacé, ni n'a cherché à joindre les représentant·e·s du personnel.
Nous prenons acte de la décision de s'en remettre à un vote du CA concernant la poursuite ou non de son mandat, sans que cela ne modifie cette première revendication.
2. Des **excuses formelles de toute l'équipe en place**, adressées à l'ensemble de la communauté universitaire, pour les torts subis à l'occasion de cette journée en raison de la décision prise de faire intervenir les forces de police.
3. La **possibilité pour notre université, ses personnels et étudiant·e·s, de prendre une pleine part dans la mobilisation nationale en cours et à venir**, avec un campus libre, ouvert et exempt de violences policières. Une fermeture administrative étendue est contraire à ce principe.

D'une façon plus générale, nous revendiquons ce que nombre d'entre nous revendiquent depuis longtemps : l'abrogation de **Parcours Sup, MonMaster**, l'arrêt immédiat de la mise en place de l'**approche par compétences** (l'HCERES ayant elle-même fait volte-face), la **fin de l'application des frais de scolarité différenciés aux étudiant·e·s étranger·e·s** et de l'application de **Bienvenue en France**.

Nous **rappelons le manque de personnel enseignant et administratif** et exigeons de pouvoir faire notre travail dans des **conditions dignes**.

Et enfin, d'autant plus après les événements d'hier qui nous certifient le danger qu'il représente, **l'abrogation du Règlement intérieur tout juste voté malgré l'opposition des syndicats et de nombreux élu·e·s personnels et étudiant·e·s**.

**En conséquence, l'Assemblée générale des personnels
de l'Université Sorbonne Nouvelle du mardi 6 octobre 2026
APPELLE À FAIRE GRÈVE TANT QUE NOS REVENDICATIONS
N'AURONT PAS ÉTÉ SATISFAITES.**

Nous appelons tous nos collègues à **ne pas reprendre le travail, y compris les enseignements**, tant que nous n'aurons pas obtenu **une réponse satisfaisante de la Présidence,**
à savoir son départ immédiat.

Nous **refusons catégoriquement le passage en distanciel** des enseignements - qui, rappelons-le, est [illégal](#),
et invitons les collègues à refuser fermement et collectivement de faire cours dans cette modalité.

Nous exigeons la **rémunération des collègues vacataires** (enseignement et administration) durant toute la période de fermeture administrative.

Nous invitons toutes et tous **les collègues victimes ou témoins de violences policières sur le campus à les saisir dans le registre Santé Sécurité (via [GLPI](#)) et/ou dans cet [appel à témoignage](#)**
(vous pouvez utiliser le même texte).

« Les personnels de l'université réunis en assemblée générale »
Les 239 présent·e·s à l'AG du 6 octobre 2026